

Sommaire

Actualités du MMAISP

Le personnel du ministère de la Modernisation s'approprie la loi

Le Sursaut - lundi 21 octobre 2019

Fonctionnaires

La grève est reportée au 30 octobre 2019

Le Quotidien d'Abidjan - lundi 21 octobre 2019

50 enseignants chercheurs formés à l'université de Man

L'Inter - lundi 21 octobre 2019

Société

Le Chu de Yopougon sera définitivement fermé le 1er novembre prochain

Le Jour Plus - lundi 21 octobre 2019

Politique

Moisson très abondante pour la Côte d'Ivoire

Fraternité Matin - lundi 21 octobre 2019

Alassane Ouattara à Tokyo pour intronisation du nouvel empereur

Le Jour Plus - lundi 21 octobre 2019

« La Côte d'Ivoire a besoin d'un visionnaire et non d'un rêveur »

Le Jour Plus - lundi 21 octobre 2019

Mobilisation historique sur les terres d'Houphouët-Boigny

Le Nouveau Réveil - lundi 21 octobre 2019

Guillaume Soro: « Cette Cei va brûler la Côte d'Ivoire »

Aujourd'hui - lundi 21 octobre 2019

ACCÈS À L'INFORMATION / Le Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation du Service Public, à l'initiative de sa Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération a organisé mercredi à l'Inades à Cocody, en collaboration avec la Commission d'accès à l'information d'intérêt public et aux Documents Publics, un atelier.

Le personnel du ministère de la Modernisation s'approprie la loi



Objectif de l'atelier : faciliter l'accès à l'information d'intérêt public aux usagers des services dématérialisés du ministère.

Le Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation du Service Public, à l'initiative de sa Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération a organisé mercredi à l'Inades à Cocody, en collaboration avec la Commission d'accès à l'information d'intérêt public et aux Documents Publics, un atelier. Cet atelier de renforcement des capacités des unités opérationnelles du ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation du Service Public aux dispositions de la loi no 2013-867 du 23 décembre portant sur l'accès à l'information d'intérêt public, était motivé par plusieurs objectifs. Notamment faciliter l'accès à l'information d'intérêt public aux usagers des services dématérialisés dudit ministère et assurer un traitement de l'information conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il ambitionnait également de doter les administrateurs et opérateurs des services dématérialisés en l'occurrence OSEP et MILiE des outils nécessaires au traitement et à la diffusion des informations et enfin de proposer et d'adopter des résolutions destinées à faciliter l'exercice du droit à l'information. Les travaux de cet atelier se sont articulés autour de deux communications en plénière faites respectivement par Félicité Kramo, Directrice des Opérations de la CAIDP et Bamba Souleymane, Directeur des Affaires Juridiques. La communication de Mme Kramo qui a présenté le texte de loi autour de cinq points fait ressortir que deux principes fondamentaux fondent cet instrument juridique. Le droit d'une part. Pour toute personne physique ou morale, sans discrimination, d'accéder à des informations d'intérêt public et aux

documents publics et d'autre part, l'obligation pour les organismes publics de diffuser à tous les informations et les documents qu'ils détiennent. Cette loi cependant comporte des restrictions relatives aux informations et documents non communicables. Les documents non communicables aux termes du chapitre 3 de ladite loi se composent de tout document et de toute information dont la divulgation pourrait porter atteinte entre autres, au secret des délibérations du gouvernement et des autorités relevant du pouvoir exécutif, au secret de la défense nationale. Des voies de recours existent pour tout usager-client non satisfait et ils sont de deux types: le recours administratif exercé devant le supérieur hiérarchique de l'organisme public saisi devant la CAIDP. Et le recours juridictionnel devant la chambre administrative de la Cour Suprême. Bamba Souleymane a présenté la CAIDP comme une autorité administrative indépendante chargée de veiller au respect du droit des personnes d'accéder à l'information et aux documents publics. Cette instance est dotée de 3 organes: le Conseil, la Présidence et le Secrétariat général. Les échanges qui ont suivi les deux présentations ont permis aux auditeurs de faire des observations et des suggestions, notamment sur les capacités de la CAIDP à exercer son pouvoir d'astreinte. Pour satisfaire l'exigence de sensibilisation des organismes publics, pour répondre aux difficultés d'accès à l'Information et aux procédures administratives. Ces échanges ont également permis d'approfondir les points sur le profil et le mode de désignation du responsable de l'information selon la loi puis sur les délais de traitement des requêtes des usagers. Joseph Thierry Gnekre, directeur de cabinet représentant le Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'innovation du Service Public a situé les enjeux de cet atelier, qui pour les agents de ce ministère dédié était très important. Il fallait leur donner tous les outils indispensables à leurs capacités opérationnelles pour conduire aux côtés de la ministre les chantiers de la transparence dans la gouvernance initiés par le Président de la République SEM Alassane Ouattara. Il s'est félicité de la qualité des recommandations dont la création prochaine d'un cadre formel de collaboration entre le MMAISP et la CAIDP représentée à cet atelier par son Secrétaire général Koné Mamadou qui a délivré un important message. Mme

Assemian Yobouet Viviane visiblement heureuse du succès de cette initiative a traduit toute sa gratuité au ministre Raymonde Goudou Coffie pour son soutien et la confiance qu'elle lui a manifestés et remercie tous les participants pour leur attitude studieuse.



DOUANES IVOIRIENNES / Prévues le mercredi 23 octobre 2019, la grève est reportée au 30 octobre 2019 pour donner une chance aux négociations.

La grève est reportée au 30 octobre 2019

Menace de grève à la douane

Prévues le mercredi 23 octobre 2019, la grève est reportée au 30 octobre 2019 pour donner une chance aux négociations. En effet, le mardi 15 octobre 2019, la plateforme des syndicats de la fonction publique conduite par son président Gnagnan Zadi a été reçue par des membres du candidat du premier ministre, membre du cabinet du premier ministre. Le mot d'ordre de grève de la douane faisait partie des problèmes évoqués au cours de cette rencontre. « Nous informons tous les douaniers que notre direction générale veut utiliser le président de la coordination des syndicats du ministère de l'Economie et des Finances (COSYMEF) Karim Ouattara pour fragiliser notre lutte », a fait savoir le secrétaire général T.D Mickel. Après avoir échoué aux impôts, ce dernier veut faire croire qu'il est l'interlocuteur valable pour la défense de nos droits. Ce qui est faux car avec la complicité du colonel Naounou Baguehi, il a réussi à tromper tous les douaniers pour le paiement du bonus sur la plus-value réalisée en 2015. Le syndicalisme est mort à la douane par la faute du colonel Naounou Baguehi, président du collectif des syndicats. Il est encore à la tâche pour empêcher la mise en place de la plateforme des syndicats des douanes sans exception. Cela pour bénéficier directement des largesses de notre directeur général à l'insu des autres membres du collectif.



RÉDACTION DE PROJET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE FINANCEMENT

50 enseignants chercheurs formes à l'université de Man

50 enseignants-chercheurs de l'université polytechnique de Man ont bénéficié, du 9 au 11 octobre 2019, d'une formation sur la rédaction d'un projet de recherche scientifique et de recherche de financement. Elle a été assurée par le Programme d'appuis stratégique à la recherche scientifique (Pasres). Les apprenants ont été instruits sur la démarche méthodologique adaptée à l'élaboration d'un projet de recherche, sur le remplissage des formulaires d'appels à projet et sur la détermination des guichets de financement (Bailleurs de fonds). L'occasion était belle pour le docteur Sangaré Yaya, secrétaire général du Pasres, de faire savoir que ce renforcement de capacités donnera la possibilité aux chercheurs d'obtenir les financements des bailleurs de fonds pour la réalisation, dans de bonnes conditions, de leurs travaux de recherche scientifique. Il a souligné qu'au plan national, la Côte d'Ivoire possède 3 organismes de financement. A savoir le Firca, le Bastes et le Fonsti, fonds pour la science technologique qui a vu le jour en juin 2018. Sur ce dernier organisme de financement, il a révélé que la Côte d'Ivoire l'attendait depuis 1971. «Plus de 40 ans après que le professeur Lorougnon Guédé l'ait soutenu, le fond est désormais disponible», a-t-il déclaré. Quant au professeur Simplicie Dion Yodé, directeur de cabinet adjoint au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, représentant le ministre Albert Mabri Toikeusse, il a indiqué que les enseignants ont plus que besoin de ces formations pour être mieux outillés.

ACHILLE KPAN

Le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé a animé le vendredi 18 octobre 2019 dernier, une conférence de presse à la tour C au 16ème étage de la cité administrative.

Le Chu de Yopougon sera définitivement fermé le 1er novembre prochain



Le ministre Eugène Aka Aouélé demande la compréhension des populations.

Le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé a animé le vendredi 18 octobre 2019 dernier, une conférence de presse à la tour C au 16ème étage de la cité administrative. Il s'agissait pour lui d'annoncer officiellement la fermeture du Centre hospitalier universitaire (Chu) de Yopougon, le 1er novembre prochain. En effet, le Chu de Yopougon, est dans un état de délabrement avancé. Ce pourquoi le gouvernement a décidé de sa réhabilitation complète. Relativement à cette question, les travaux dureront 36 mois. Tandis que le coût de la première étape des travaux est estimé à 50 milliards de Fcfa. Pour ce faire, des mesures ont été prises. Notamment la fermeture progressive des services les

moins sensibles dès le 21 octobre 2019 ; la délocalisation des différents services dans les autres établissements de la ville d'Abidjan et ceux des environs d'Abidjan ; ainsi que le redéploiement des personnels y compris les personnels universitaires dans lesdits établissements. A en croire, le ministre Eugène Aka Aouélé, les principaux sites d'accueils sont les centres hospitaliers universitaires de Cocody et de Treichville. Pour convoyer en temps réel les malades et les urgences dans ces établissements qui assureront la relève, a évoqué le membre du gouvernement, il sera posté 3 ambulances dans la commune de Yopougon. Pour le ministre la fermeture d'un tel établissement ne saurait se faire sans inconvénients. Il demande donc la compréhension des populations. « Nous voudrions présenter nos excuses aux populations, aux ménages, aux usagers de tous bords de cet hôpital et demander la compréhension de tous pour les éventuelles insuffisances qui pourraient survenir dans le dispositif de gestion de la continuité des services et le dispositif de veille que nous mettrons en place », a plaidé le ministre de la Santé et de l'hygiène publique,.

MAURICE YAO



Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fmi / Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a quitté hier Washington Dc, après des rencontres fructueuses.

Moisson très abondante pour la Côte d'Ivoire

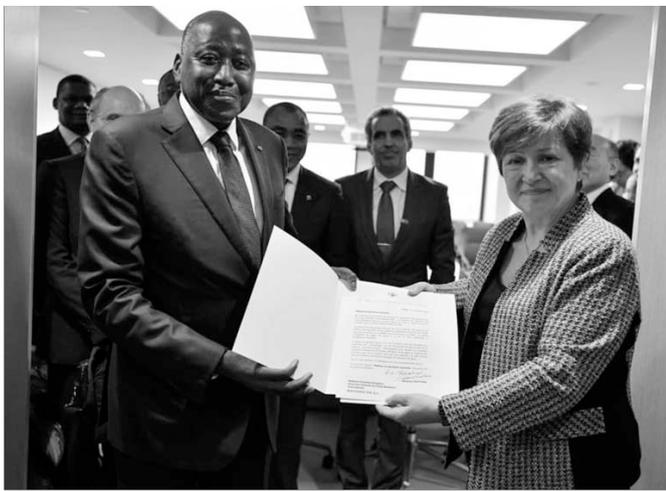


Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass (à droite), a réaffirmé l'engagement de l'institution financière à accompagner la Côte d'Ivoire. (PH : DR)

Les lampions se sont éteints, hier, à Washington Dc, sur les assemblées annuelles 2019 du Fonds monétaire international (Fmi) et la Banque mondiale. Que retenir de la participation ivoirienne à ces assises des institutions de Brettons Woods ? Que de bonnes nouvelles. Car, les résultats des dossiers que le Chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, avait à traiter sont plus que reluisants. Entre les rencontres avec les partenaires financiers et investisseurs privés et la présentation des projets dans les domaines de l'énergie, la promotion des pme, le tourisme, le secteur agricole, l'agenda du premier ministre ivoirien était chargé. À cette mission à Washington Dc, le Chef du gouvernement avait à ses côtés une importante délégation constituée notamment du ministre de l'Économie et des Finances Adama Coulibaly, du ministre auprès du premier Ministre, chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo et de plusieurs directeurs d'administration, des conseillers spéciaux.

D'importants acquis Le premier acquis de ces assises reste sans conteste la signature avec philipe houero, vice-président exécutif de la Société financière internationale (Sfi) du Groupe de la Banque mondiale, d'une convention pour la réalisation de deux centrales solaires de 30

Mégawatts-heure (Mgh) de capacité chacune, à Loba dans la localité de Boundiali et à Touba. À son passage à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (en abrégé Miga), Amadou Gon Coulibaly a plaidé pour un accompagnement de l'institution dans des domaines tels que le tourisme et les logements économiques et sociaux, l'efficacité logistique des secteurs à forte potentialité, nécessitant des investissements importants. Le secteur privé, le cœur de la stratégie de la transformation structurelle de l'économie ivoirienne, était également au centre des échanges qu'a eu le chef du gouvernement ivoirien. Il s'agit notamment de l'élaboration d'une stratégie de développement économique de la Côte d'Ivoire avec la Sfi, sur la période 2020-2030. Sur ces sujets, les institutions financières ont réaffirmé leur engagement à accompagner le pays dans le processus de développement de son économie. Cette volonté a été affirmée par le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, qui a eu une rencontre avec le chef du gouvernement, hier au siège de la Banque mondiale. « Nous avons entamé avec le groupe de la Banque une réflexion, sur la période 2020-2030. Cette étude importante que nous menons conjointement avec la Banque mondiale. Le document relatif à cette stratégie devrait être prêt pour avril 2020. Nous nous sommes réjouis avec la Banque mondiale de l'avancée de cette étude. », a souligné le chef du gouvernement. puis d'ajouter : « Nous avons parlé du cacao et de la forêt. Nous souhaitons que la banque accompagne la Côte d'Ivoire et le Ghana sur les discussions que nous menons avec les industriels sur la question du revenu décent des producteurs de cacao. Le président du groupe a été sensible à cela. Nous avons trouvé ensemble des pistes de solutions » s'est réjoui le premier ministre Amadou Gon Coulibaly. En effet, les importants appuis dont la Côte d'Ivoire n'a cessé de bénéficier au cours de cette rencontre de haut niveau, n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat de bonnes réformes institutionnelles, économiques et financières engagées par le gouvernement, sous la houlette du premier ministre. pour preuve, on assiste à une amélioration de l'Indice du développement humain (Idh), l'accélération de l'accès des populations aux services sociaux de base (eau potable, électricité, santé, etc.), la baisse de l'indice de sécurité. Sans oublier les bonnes perspectives économiques en 2018 avec un taux de croissance estimé à 7,4% et une projection de 7,5% en 2019. Au regard de cette volonté politique affichée par le gouvernement, l'Agence multilatérale de garantie des



Le Premier ministre transmettant le message de félicitations du Président de la République à la nouvelle directrice du Fmi, Kristallina Georgieva. (PH : DR)

investissements (en abrégé Miga), par la voix de la viceprésidente exécutive Keiko Honda, s'est engagée à toujours accompagner la Côte d'Ivoire. « C'est un honneur de travailler avec vous. Nous sommes prêts à vous accompagner dans le financement de vos projets, dans le domaine du transport de l'énergie », a-t-elle déclaré. Au siège du département d'État des États-Unis, Tibor Nagy, sous-secrétaire d'État chargé des Affaires africaines et le chef du gouvernement ivoirien ont eu un entretien extrêmement important qui a porté sur l'avenir du pays. Tibor Nagy, s'est alors dit rassuré quant à l'avenir politique de la Côte d'Ivoire.

Les satisfecits du Fonds monétaire international Nous sommes fière de la Côte d'Ivoire. Le pays enregistre des performances économiques remarquables. Et ce, dans un contexte mondial qui n'est toujours pas favorable. Cette croissance est de l'ordre de 7,5 %. Je félicite le gouvernement pour les efforts. Ce qui se traduit par la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations ». Ces propos sont ceux de Kristallina Georgieva, la nouvelle directrice du Fonds monétaire international. Elle les a prononcés hier, à l'issue d'une séance de travail avec la délégation ivoirienne conduite par le premier ministre Amadou Gon Coulibaly, au siège de son institution. La séance de travail, qui est intervenue moins de trois semaines après la prise de fonction de la directrice du Fmi, s'est déroulée à la satisfaction des deux parties, a révélé le chef du gouvernement. « Je viens de rencontrer la nouvelle directrice du Fmi. J'avais un message de soutien du Président de la République, un message de félicitation pour son élection en qualité de directrice générale du Fmi. Les échanges ont été fructueux », a fait savoir Gon Coulibaly. Les discussions entre la Côte d'Ivoire et le Fmi ont également porté sur la coopération. « Cette coopération se porte bien, des chiffres économiques montrent que l'économie est robuste. Cette performance permettra d'améliorer de plus en plus les conditions de vie de nos compatriotes. Nous avons eu un échange sur les points forts pour l'avenir, notamment la réduction de la pauvreté, la création d'emplois pour les jeunes. Tous ces points sont des préoccupations majeures pour le Fmi. Je me réjouis de cet entretien qui traduit la confiance de la communauté internationale dans l'avenir économique de notre pays », a conclu le premier ministre. À noter que la mission du Fmi en Côte d'Ivoire, du 18 septembre au 1er octobre 2019, dans le cadre de la 5ème revue du programme économique et triennal, soutenu par l'institution grâce à des accords conclus dans le cadre de la Facilité élargie du

crédit et du Mécanisme élargi de crédit, a remarqué que les perspectives économiques sont bonnes pour l'économie ivoirienne en 2019 et 2020. De l'avis des experts, la maîtrise de l'inflation est l'un des points positifs enregistrés par la Côte d'Ivoire en 2019. Elle est restée faible, en dessous de la norme communautaire de 3% de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. En plus, le déficit budgétaire devrait atteindre 3% pour 2019..

La Bad et la Jica font le point sur leur coopération Dans le cadre des Assemblées annuelles du Fmi et de la Banque mondiale, Amadou Gon Coulibaly a reçu en audience diverses personnalités dont des partenaires au développement, des financiers, des chefs d'entreprises ou groupes de société. Ils profitent ainsi de sa présence à Washington Dc, pour faire le point de la coopération, sonder le terrain pour certains, et amorcer de nouveaux investissements pour d'autres. La Banque Africaine de développement (Bad) par la voix de son président, Akinwumi Adesina a fait le point de la coopération avec la Côte d'Ivoire : « Nous avons échangé sur plusieurs points. Et remercier le Premier ministre pour tous les efforts, notamment la croissance économique, ainsi que le Président de la République pour son soutien fort, concernant l'augmentation du capital de la Banque. Le Président Alassane a adhéré à cette initiative. Nous avons discuté de notre partenariat concernant l'économie, les infrastructures économiques et la stabilisation macroéconomique. La Côte d'Ivoire est passée d'un pays fragile à un pays à fort taux de croissance dans le monde. Nous sommes fières de la Côte d'Ivoire. Nous avons également échangé sur la question de l'emploi et de l'autonomisation de la femme. », a affirmé le patron de la Bad. Bien avant lui, le Premier ministre a eu une audience avec Kayashima Nobuko, vice-présidente sénior, chargée de l'Afrique à l'Agence de coopération internationale du Japon (Jica). À la fin de leur entretien, la vice-présidente a levé un coin de voile sur les échanges. « La Côte d'Ivoire et le Japon ont de très bonnes relations. Nous tirons de bons résultats de la coopération. Lors de la 7e conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad), nous avons discuté sur la façon d'élargir notre coopération dans les domaines de la «santé et de l'agriculture. Nos échanges ont porté sur les dites questions» a-t-elle révélé. Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, a également eu un entretien avec Louis Vachon, directeur général de la Banque du Canada. Aucune déclaration n'a filtré de cette rencontre, mais il a certainement été question d'opportunité d'investissements en Côte d'Ivoire.

ÉMÉLINE P. AMANGOUA

Japon-Côte d'Ivoire

Alassane Ouattara à Tokyo pour intronisation du nouvel empereur

A l'invitation du Premier ministre du Japon, Shinzo Abe, le Chef de l'Etat de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, séjourne à Tokyo. Le chef de l'Etat, va prendre part, demain mardi 22 octobre, à la cérémonie d'intronisation du Prince héritier Naruhito, nouvel Empereur du Japon. Il faut le préciser, le prince Naruhito est officiellement devenu, le 1er mai 2019, le 126ème empereur du Japon, au lendemain de l'abdication de son père, l'empereur Akihito. Après le Japon, Alassane Ouattara se rendra en Russie en vue de participer, du 23 au 26 octobre, au premier sommet Russie-Afrique, en Sotchi. Un sommet consacré à la paix, à la sécurité et au développement. Il s'agira particulièrement de renforcer la coopération entre ce pays et le continent dans "les domaines culturel, économique et politique". La rencontre de la Russie est une réunion d'envergure qui sera marquée par la tenue d'un forum économique Russie-Afrique. Le Président Alassane Ouattara a quitté Abidjan le 13 octobre 2019.

Après les déclarations de Bédié et de Soro / Ali Ouattara, président du réseau des jeunes cadres du Rhdp :

« La Côte d'Ivoire a besoin d'un visionnaire et non d'un rêveur »



Le président du Rjc-Rhdp, Ali Ouattara (au micro) a passé en revue les nombreuses réalisations du président Alassane Ouattara.

Les jeunes cadres du Rhdp ont communiqué hier avec les populations d'Adjamé. Son président, Ali Ouattara en a profité pour se prononcer sur la gouvernance Ouattara.

« Le repas que l'on a déjà pris n'a certes plus de goût. Mais il est nécessaire, de se rappeler certains goûts. Nous avons aujourd'hui en Côte d'Ivoire du bitume, l'eau potable, l'électricité, des écoles, des hôpitaux partout et des kits sont distribués aux écoliers. Nous vivons dans la paix et l'on peut traverser le territoire sans être inquiété. Tous ceux qui ont connu les régimes précédents remercient et félicitent le président Alassane Ouattara. Il y'a certes des attentes, mais les ivoiriens ont besoin d'un visionnaire et non d'un rêveur ». C'est en ces termes que le président du Réseau des jeunes cadres du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (RjcRhdp), Ali Ouattara a répondu à Bédié et Soro hier à Adjamé-Williamsville. Cette structure proche de la coalition au pouvoir a inauguré la série de meetings programmés pour promouvoir la gouvernance Ouattara et raviver la ferveur militante chez les populations. « Nous bavons aujourd'hui la paix et nous ne voulons plus retourner à la Côte d'Ivoire d'avant. Tous ceux qui critiquent en mal les actions du président Ouattara ont la mémoire courte. Nous avons besoin d'un leader qui rassemble et qui rassure au lieu de classer les Ivoiriens. Que ceux qui jouent les essuie-glaces et promettent le feu, sachent qu'ils seront euxaussi sur le territoire ivoirien. Et comme Dieu n'aime

pas les ingrats, nous sommes Rhdp aujourd'hui, demain et pour toujours » a ajouté Ali Ouattara qui a passé en revue d'autres réalisations du N° 1 ivoirien et demandé aux populations d'Adjamé de demeurer soudés et unis autour d'Alassane Ouattara. Au nom des femmes de Williamsville, Kouakou Amah Joséphine épouse Ouattara a souhaité que les responsables locaux du Rhdp tiennent leurs promesses de campagnes. Elle a informé que les femmes du marché sont constamment victimes d'agression « parce que le marché n'a pas de portail ». Pour le président communal, Abré martial, « il n'y aura pas match en 2020 à cause du bon bilan du président Alassane Ouattara ». Il a néanmoins insisté sur la nécessité de respecter les engagements et promis de répercuter les doléances des populations aux responsables du Rhdp. Le président du comité d'organisation, Idrissa Timité a quant à lui souhaité que le Réseau des jeunes cadres du Rhdp contribue à l'emploi des jeunes d'Adjamé. Ce rassemblement qui a enregistré la présence massive des populations a été agrémenté par des artistes qui ont tous fait les éloges du président Ouattara et du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

DIABATÉ FRANCK BOYO



Giga meeting du Pdc-Rda à Yamoussoukro, samedi dernier

Mobilisation historique sur les terres d'Houphouët-Boigny



Le président Bédié a témoigné son amour pour le peuple qui a manifesté son adhésion à sa personne et à sa politique.

Grande démonstration de force des militants du Pdc-Rda, hier, au meeting de Yamoussoukro. Le président Félix Houphouët-Boigny dont le parti célébrait l'anniversaire de naissance a été honoré de la présence massive de ses enfants qui ont pris d'assaut sa ville natale noire de monde à cette occasion. La Place Jean Paul 2, lieu choisi à cet effet pour l'événement, s'est, du coup, avérée trop petite pour recevoir les militants qui sont arrivés de tous les hameaux, villages et villes de Côte d'Ivoire. A 9 heures déjà, il n'y avait plus de place pour accueillir les inconditionnels disciples du président Henri Konan Bédié. Le site qui s'étend sur plus d'un kilomètre de long a été débordé. Toutes les chaises, à cette heure, étaient toutes occupées par les militants pressés de voir et d'entendre leur guide, le président Henri Konan Bédié. Mais malgré tout, ils continuaient d'affluer en nombre encore plus impressionnant. A 11 heures, temps prévu pour le démarrage du meeting, le Comité d'organisation, par l'entremise du maître de cérémonie, a annoncé le chiffre de 200 000 militants présents sur le site là où le Pdc-Rda attendait la moitié. En dehors du lieu du meeting, il n'y avait pas un seul endroit où on ne trouvait pas de militants du Pdc-Rda. Dans les maquis, bars, restaurants, ils étaient aussi nombreux, très nombreux et ne passaient pas inaperçus. A 11 heures 48 minutes, quand le président Henri Konan Bédié a foulé le sol de la Place Jean Paul 2, la foule était devenue plus immense avec une présence remarquable des chefs coutumiers. Devant cette mobilisation historique que le Pdc-Rda venait de réussir, le président Henri Konan Bédié, dans son allocution, a marqué sa très grande satisfaction en parlant de marée humaine. Quand assoa adou, lui, a simplement parlé de grande mobilisation. Les militants, eux-mêmes, ont laissé éclater leur joie face à ce test largement réussi à quelques mois seulement de l'élection présidentielle de 2020. C'était tout simplement un monde fou, fou et fou.

Défi relevé, pari gagné u pour le démarrage du meeting, le Comité d'organisation, par l'entremise du maître de cérémonie, a annoncé le chiffre de 200 000 militants présents sur le site là où le Pdc-Rda attendait la moitié. En dehors du lieu du meeting, il n'y avait pas un seul endroit où on ne trouvait pas de militants du Pdc-Rda. Dans les maquis, bars, restaurants, ils étaient aussi nombreux, très nombreux et ne passaient pas inaperçus. A 11 heures 48 minutes, quand le président Henri Konan Bédié a foulé le sol de la Place Jean Paul 2, la foule était devenue plus immense avec une présence remarquable des chefs coutumiers. Devant cette mobilisation historique que le Pdc-Rda venait de réussir, le président Henri Konan Bédié, dans son allocution, a marqué sa très grande satisfaction en parlant de marée humaine. Quand assoa adou, lui, a simplement parlé de grande mobilisation. Les militants, eux-mêmes, ont laissé éclater leur joie face à ce test largement réussi à quelques mois seulement de l'élection présidentielle de 2020. C'était tout simplement un monde fou, fou et fou. Dje KM Giga meeting du Pdc-Rda à Yamoussoukro, samedi dernier Mobilisation historique sur les terres d'Houphouët-Boigny Le président Bédié a témoigné son amour pour le peuple qui a manifesté son adhésion à sa personne et à sa politique. Les ivoiriens, venus par milliers, ont passé de nombreux messages dont celui de la libération de Mangoua Jacques. L'objectif escompté a été largement atteint à Yamoussoukro, à l'occasion du meeting de vérité organisé par le Pdc-Rda. Les militants sont venus des quatre coins du pays comme souhaité par le le comité d'organisation. L'enjeu de ce rassemblement, Maurice Kakou Guikahué l'avait évoqué, lundi 14 octobre 2019, lors d'une visite au chef de canton des akoué de Yamoussoukro. « (...) Les autres se promènent dans le monde entier pour dire qu'ils sont les plus nombreux. Donc, nous avons décidé, avec le président Bédié, de venir à Yamoussoukro pour parler à Houphouët-Boigny pour lui dire que dans le parti qu'il nous a laissé, il y a des gens qui sont sortis pour aller ailleurs et voici ceux qui sont restés. Et en même temps, dire au monde entier que ceux qui disent qu'ils ont tout pris au Pdc ne disent pas la vérité. Des militants sont partis mais le Pdc est là. Donc, c'est un meeting de démonstration, pas pour nous mais surtout pour l'opinion internationale parce que ce jour-là, il y aura beaucoup de médias. Ils vont prendre des photos pour les diffuser dans le monde entier. Comme ça quand les autres iront dire qu'ils ont vidé le Pdc, les gens vont leur dire que c'est faux. Voilà l'enjeu du meeting de Yamoussoukro. Tout le monde doit sortir. Nous, nous disons qu'on veut 100 000 personnes, mais l'espace Jean



Les Ivoiriens, venus par milliers, ont passé de nombreux messages dont celui de la libération de Mangoua Jacques.

Paul II doit déborder ». et l'espace Jean Paul II déborda de monde, le samedi 19 octobre 2019. Plus de 200 000 personnes. Défi relevé, pari gagné.



Guillaume Soro, ancien chef de la rébellion ivoirienne, ex-président de l'Assemblée nationale passé dans l'opposition, a annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle prévue en 2020.

Guillaume Soro: « Cette Cei va brûler la Côte d'Ivoire »



Guillaume Soro, ancien chef de la rébellion ivoirienne, ex-président de l'Assemblée nationale passé dans l'opposition, a annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle prévue en 2020. Il peut d'ores et déjà compter sur de nombreux soutiens et sur son mouvement Générations et peuples solidaires (GPS). Guillaume Soro répond aux questions de Christophe Boisbouvier (RFI) et Marc Perelman (France 24).

Marc Perelman : On va aller directement à une question que tout le monde se pose : est-ce que vous allez bien être candidat à la présidentielle de Côte d'Ivoire l'an prochain ?

Guillaume Soro : Alors, je vais vous faire une précision. Il y a longtemps, j'ai beaucoup réfléchi à cette question qui m'a mainte fois été posée. C'est décidé : je suis candidat.

M. P. : Ferme et définitif.

G. S. : Je suis candidat pour 2020.

Christophe Boisbouvier : Alors cette annonce en fait, vous l'avez faite déjà il y a quelques jours. C'était en

Espagne devant vos partisans, vos compatriotes ivoiriens d'Espagne. Et c'est dans ce même pays il y a quelques jours aussi que vous dites avoir été victime d'une mystérieuse tentative d'arrestation dans un grand hôtel de Barcelone. Vous avez laissé entendre que derrière tout cela, il y avait le pouvoir ivoirien. Celui-ci dément catégoriquement. Est-ce que vous ne jouez pas un peu au martyr ?

G. S. : Ai-je besoin de jouer au martyr ? L'hôtel dans lequel j'ai logé existe. Il s'appelle « El Palace » de Barcelone. Les faits que j'ai évoqués d'ailleurs, le communiqué du gouvernement, ne démentent pas la survenance des faits, simplement essaient de se dédouaner. J'ai décidé pour la clarté des choses de laisser la justice espagnole, qui est insoupçonnée, faire son travail.

C. B. : Mais qui est derrière ?

G. S. : Justement, la justice espagnole le dira.

C. B. : Parce qu'on ne comprend pas tout. La police est intervenue au milieu de la nuit...

G. S. : À quatre heures du matin, entre trois heures et quatre heures du matin.

C. B. : Soi-disant pour vous arrêter. Et finalement, elle vous a laissé tranquille...

G. S. : Donc, je dis une fois de plus, l'hôtel où je résidais, où les faits se sont déroulés, existe. Le directeur de l'hôtel m'a adressé donc des excuses. La justice espagnole est saisie. Laissons la justice faire son travail. Je ne veux pas anticiper sur ce que dira la justice. Mais voyez-vous, quand on a été à des responsabilités comme je les ai assumées dans mon pays, on ne prend pas de risque avec ce genre de choses.

M. P. : Le président Alassane Ouattara a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'empêcherait personne d'être candidat. Mais est-ce que vous ne craignez pas, à votre retour, sans doute prochain en Côte d'Ivoire, d'être inquiété par la justice et de ne pas pouvoir vous présenter à cette élection ?

G. S. : Je ne vois pas absolument pas de raison pour que la justice m'empêche donc d'être candidat. Je vous ai dit, pour

moi, c'est décidé. Et le reste maintenant, en harmonie avec l'ensemble des Ivoiriens, que cette déclaration soit solennelle et officielle en terre de Côte d'Ivoire parce que, pour moi, pour être président de la République d'un pays, c'est la rencontre entre un peuple et un homme.

M. P. : Vous rentrez quand ?

G. S. : Je serai déjà en Côte d'Ivoire la semaine prochaine.

C. B. : Au Burkina Faso, au procès du putsch manqué se septembre 2015, c'est notamment sur la base d'écoutes téléphoniques que Djibrill Bassolé, votre ami Bassolé, vient d'être condamné. Et comme beaucoup ont reconnu aussi votre voix dans ces écoutes téléphoniques, est-ce que vous ne craigniez pas d'être poursuivi de votre côté, qui sait, par la justice ivoirienne ?

G. S. : Par la justice burkinabè ou la justice ivoirienne ?

C. B. : Ivoirienne...

G. S. : À quel motif ?

C. B. : Alors burkinabè ?

G. S. : Par la justice burkinabè. Pour vous rafraîchir la mémoire, sachez qu'en 2016, j'ai été l'objet d'un mandat d'arrêt international qui a été abandonné et que d'ailleurs Interpol avait totalement discrédité. Donc, je ne vois plus de raison d'être inquiété par quelque justice que ce soit.

C. B. : Vous avez un passé sulfureux, sans remonter jusqu'au coup de force de septembre 2002 et en plus de cette affaire des écoutes, on pense évidemment à l'assassinat de votre ancien frère d'armes, Ibrahim Coulibaly, dit « IB », tué en avril 2011 par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (RCI) d'Alassane Ouattara. À l'époque, vous étiez le Premier ministre et le ministre de la Défense d'Alassane Ouattara. On pense à cette découverte d'une cache d'armes chez votre directeur du protocole à Bouaké, c'était en pleine mutinerie en mai 2017. Est-ce que vous n'allez pas traîner ces deux affaires comme des boulets à votre pied ?

G. S. : D'abord, en ce qui concerne la mort de monsieur Ibrahim Coulibaly..

C. B. : IB...

G. S. : Dit « IB ». Je n'étais pas en Côte d'Ivoire.

C. B. : Mais vous étiez Premier ministre.

G. S. : Oui. J'étais Premier ministre. Vous pouvez quand même concéder que je n'avais pas de pistolet sur moi.

C. B. : Non, mais vous auriez pu être le commanditaire ?

G. S. : Ah. Vous m'accusez.

C. B. : Non, je mets au conditionnel...

G. S. : Donc, si c'est au conditionnel, permettez-moi de dire la vérité sur les faits et l'exactitude matérielle des faits. Je n'étais pas en Côte d'Ivoire quand IB a été tué. On est d'accord ? Donc, je ne pouvais pas avoir tenu le pistolet.

Pour le reste, la justice de Côte d'Ivoire a du travail à faire. Donc, la vérité est dans la main de la justice.

C. B. : Et pour la mutinerie, et la découverte de cette cache d'armes chez votre directeur de protocole, Souleymane Kamarate ?

G. S. : Là aussi, mon directeur de protocole a été en prison. Il a été par la suite libéré. Donc, je ne vois pas en quoi cela me concernerait.

M. P. : Donc, vous êtes blanchi pour vous ?

G. S. : Celui chez qui on a trouvé les armes est allé en prison. Il a recouvré la liberté. Pourquoi monsieur Christophe voudrait que je sois incriminé ?

M. P. : Vous êtes désormais candidat. Vous lancez donc ce nouveau mouvement, Générations et peuples solidaires (GPS). Mais aux dernières élections locales, vos partisans ont été battus. On sait qu'il y a une sorte d'hégémonie des trois principaux partis en Côte d'Ivoire ces dernières décennies. Est-ce que ce n'est pas une candidature presque suicidaire, parce que ça paraît presque impossible ?

G. S. : (rires) Moi, d'abord une élection locale, ce n'est pas la présidentielle. Mettons-nous d'accord. Je voulais faire cette précision. Donc, la présidentielle, j'irai comme je vous l'ai dit avec le soutien du peuple de Côte d'Ivoire. Et je réaffirme ici que c'est au peuple, et au seul peuple, de Côte d'Ivoire de décider qui il désignera, il élira pour présider aux destinées de la Côte d'Ivoire. Nous venons de lancer notre mouvement. Déjà, pour les premiers jours du lancement de ce mouvement que j'ai fait à Valence, nous sommes à plus de 7 000 adhérents déjà en ligne. Je n'ai pas encore dit sur le terrain. Mais nous pensons que c'est un mouvement qui va marcher. Et je veux vous préciser, à vous monsieur Christophe, que quand monsieur Macron, ici en France, lançait En Marche, toute la classe politique était unanime qu'il ne serait jamais président élu.

M. P. : Donc vous espérez être le Macron ivoirien...

G. S. : Non, je n'espère rien du tout. J'espère être le Guillaume Soro de Côte d'Ivoire élu président en 2020.

M. P. : Pour cela, il faut que les élections soient libres et transparentes. Pensez-vous qu'elles le seront ?

G. S. : Malheureusement, j'ai le sentiment que les premiers pas, parce que vous savez qu'une élection présidentielle, c'est tout un processus. La semaine dernière, avec la mise en place de la Commission électorale indépendante [CEI], j'ai des craintes. J'ai des craintes pour la stabilité de la Côte d'Ivoire, pour la paix en Côte d'Ivoire. Permettez-moi de paraphraser. J'ai envie de paraphraser le président Chirac, paix a son âme. Tout le monde sait que cette Commission électorale indépendante est stipendiée, est aux ordres. Tout le monde sait que cette Commission électorale indépendante va brûler la Côte d'Ivoire. Et tous, vous faites semblant de ne pas voir. Vous regardez ailleurs.

M. P. : Brûler, c'est quoi ? C'est la guerre civile ?

G. S. : Non. C'est l'instabilité. Vous savez qu'en Afrique, généralement les guerres, l'instabilité partent des processus électoraux mal maîtrisés ou organisés. Ce serait dommage que je ne tire pas la sonnette d'alarme. Et celui

qui vous parle... ce sont les propos, les paroles de quelqu'un qui a organisé une élection en Côte d'Ivoire.

C. B. : Vous avez été longtemps le plus proche allié d'Alassane Ouattara. Et il y a encore neuf mois, vous l'avez entendu. Le président de la Côte d'Ivoire a dit : « Guillaume Soro, pour moi, c'est toujours un de mes fils et je n'exclus pas son retour à la maison ». Est-ce que la rupture est vraiment consommée ?

G. S. : Au plan politique, je pense que la rupture est consommée puisque j'ai lancé mon mouvement. Ce mouvement va à la conquête du pouvoir d'État. Mais je dois vous dire qu'au plan personnel et humain, je continue à garder beaucoup de respect pour le président Ouattara.

C. B. : Vous vous parlez toujours ?

G. S. : Je dois avouer pour être honnête avec vous qu'il y a bien un moment que nous ne nous sommes pas parlé directement, mais il existe des passerelles.

M. F. : Est-ce que la vraie raison de cette rupture politique, non pas affective...

G. S. : Oui, politique.

M. F. : Est-ce que la vraie raison n'est pas qu'il vous aurait promis de lui succéder, et qu'il n'a pas tenu promesse ?

G. S. : En politique, les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

M. F. : Donc, il vous l'avait faite ?

G. S. : Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Moi, j'ai décidé de prendre mon destin en main. J'ai décidé de m'assumer. J'ai 47 ans et je pense que, désormais, je ferai cavalier.

M. F. : Seul...

G. S. : Seul.

C. B. : Vous savez ce que disent les mauvaises langues, c'est que...

G. S. : Il y en a beaucoup des mauvaises langues.

C. B. : oui. Tout le monde ne vous aime pas.

G. S. : (rires)

C. B. : Certains disent que votre perte d'influence est liée à celle des chefs militaires « Com'zones ». Vous connaissez cette phrase que Laurent Gbagbo a écrite sur vous dans son dernier livre : « C'est aux armes que Guillaume Soro doit sa place. Le jour où il n'aura plus ses armes, il devra s'inquiéter ».

G. S. : Dites-lui que moi je suis très heureux de ne pas avoir d'armes. Je suis très heureux, et d'être dans l'arène politique, et de me battre en tant qu'homme politique pour arriver à mes fins. Je suis très content de ne pas avoir d'armes.

M. F. : Souvent, vous avez dit qu'Alassane Ouattara vous aurait promis qu'il ne ferait pas de troisième

mandat en 2020. Est-ce qu'il va tenir parole ?

G. S. : Encore, j'ai envie de vous dire qu'en politique, rien n'est définitif. Tout est volatil.

M. F. : Votre sentiment. Il va y aller ?

G. S. : Je n'en sais rien. Je pense que, quand on a des ouailles autour de soi comme ce fut le cas de Bouteflika en Algérie, qui tous les jours vous disent : « Président, si tu n'y vas pas, le système va s'écrouler, on va tous tomber ». Je pense que monsieur Ouattara peut être pris dans l'hésitation.

C. B. : Depuis la rupture entre Alassane Ouattara et l'ancien président Henri Konan Bédié [de 1993 à 1999], vous avez vu ce dernier, le président Bédié à plusieurs reprises, il y a encore un mois. Y a-t-il un accord de désistement entre vous deux pour le deuxième tour de 2020 ?

G. S. : Avec le président Bédié, nous avons échangé, et longuement parlé d'ailleurs, et je dois m'en réjouir, m'en féliciter du soutien qu'il m'a apporté. Le principe est très net et je pense qu'il est démocratique. Tous ceux en Côte d'Ivoire qui veulent aller à l'élection présidentielle, qu'ils aillent. Qu'ils soient tous candidats. Et au second tour, nous qui sommes dans l'opposition, nous nous mettrons d'accord pour soutenir celui qui sera le mieux placé d'entre nous.

M. F. : Après son acquittement en première instance à la Cour pénale internationale, Laurent Gbagbo a rencontré Henri Konan Bédié, mais il ne vous a pas reçu. Pourquoi est-ce qu'il ne vous reçoit pas ? Il ne veut pas vous recevoir ?

G. S. : Cela, je n'en sais rien. Ce que je peux vous révéler par contre, c'est que vous avons des contacts par personnes interposées. Voilà.

M. F. : Et vous allez le voir bientôt ?

G. S. : J'ai toujours dit que si le président Laurent Gbagbo était disposé à me rencontrer, je ne verrais aucun inconvénient.